

d'une dette créée par les spoliations révolutionnaires qui appauvrirent l'Église ; mais les gouvernements contestèrent ce principe, et prétendirent payer simplement le salaire du clergé. Dès lors cette rétribution ne devint plus aux yeux du pays qu'un privilège fâcheux, odieux même, car il pesait sur tous, au profit de quelques-uns ; les Juifs, par exemple, n'étaient-ils pas fondés à dire aux catholiques : « Nous sommes, comme vous, citoyens français, égaux devant la loi et soumis aux mêmes charges, nous devons donc participer aux mêmes droits ; cependant il arrive qu'une plus grande faveur vous est accordée, puisque notre argent, à nous contribuable, passe dans les mains de vos prêtres, dont nous nions l'utilité et le caractère sacré, tandis qu'au contraire nous sommes forcés de soutenir nos rabbins de nos propres deniers. » Ces arguments de tous les jours réchauffaient les discussions religieuses, et ne pouvaient que les aigrir, sans désarmer personne. Le catholicisme, de son côté, placé dans une quasi dépendance pécuniaire du trône, croyait de son devoir d'épouser la cause de la Restauration ; les aversions politiques que suscitait celle-ci, donnant la main aux préventions religieuses, s'avancèrent un jour sur les Tuileries, forcèrent les barrières, et se firent ouvrir les portes du palais des rois, en laissant derrière elles une longue trace de sang. 1830 enfin se montra plus conséquent : si le gouvernement de juillet n'a pas eu, par malheur, la noble conscience de professer hautement la religion catholique, du moins il a bien fait d'imposer silence à toutes les récriminations, il a bien fait d'étendre à tous les cultes cette faveur d'argent dont le catholicisme, jusqu'à lui, était seul en partage. Peut-être aurait-il mieux valu qu'il retirât entièrement ce salaire, pour consacrer d'une manière absolue l'indépendance religieuse et rendre le sacerdoce plus sacré, en le plaçant en dehors des chances capricieuses ou insultantes d'un budget.

Quoi qu'il en soit, voici donc le judaïsme affranchi dans la loi ; les souvenirs d'oppression se sont effacés, nos intérêts